



COMMUNIQUE

Pouvoir d'achat, le Ministre ne convainc que d'une chose : la nécessité de l'action

La première « conférence » sur le pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique, qui s'est tenue lundi 8 octobre, a confirmé la stratégie du gouvernement : il s'agit avant tout d'une énième perspective de discussion sur la méthode, destinée à masquer les reculs budgétaires et la poursuite de la baisse du pouvoir d'achat pour l'immense majorité des personnels.

Les précédentes négociations salariales ont échoué parce que les gouvernements concernés ont refusé d'assurer le maintien du pouvoir d'achat du point indiciaire et de rénover la grille des rémunérations. MM Woerth et Santini en déduisent qu'il suffira d'écarter ces deux sujets et de parler d'autre chose pour que de futurs rendez-vous puissent aboutir.

La CGT, comme les agents de la Fonction publique, n'est pas dupe. Si les ministres s'en tenaient à cette posture, ils prendraient la responsabilité d'un nouvel échec.

Oui, nous sommes ouverts à un débat large permettant d'améliorer la situation sur plusieurs questions proposées : les heures supplémentaires, le temps épargné, la mobilité, la protection sociale complémentaire et même les activités sociales. Mais, non, nous ne passerons pas par pertes et profits la revalorisation du point indiciaire et la rénovation de la grille, ces deux éléments devant toujours constituer le socle de référence dans les négociations salariales. Ce qu'attendent en premier lieu les agents de la Fonction publique, c'est une revalorisation de leur rémunération nette.

M Woerth a évoqué « des propositions applicables et des mesures ciblées » pour 2007 qu'il pourrait annoncer aux syndicats avant la fin de ce mois, dont on peut craindre qu'elles ne répondent en rien aux exigences portées par tous les syndicats sur de véritables négociations salariales avec le pouvoir d'achat de la valeur du point au centre des discussions.

La rencontre prévue le 22 octobre entre les fédérations de fonctionnaires et les perspectives d'actions (13 et 18 octobre, mi novembre...) ne sont à l'évidence, pas étrangères à cette annonce.

Ceci prouve que la construction du rapport de force – unitaire et convergent – auquel travaille la CGT commence à peser dans le paysage. La CGT appelle à amplifier cette mobilisation afin de pousser le gouvernement à revoir sa copie.

Il en va du pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique, actifs et retraités.

Il en va de l'intérêt de l'ensemble des citoyens face aux projets destructeurs pour la Fonction publique annoncés par le Président de la république.

Montreuil, le 9 octobre 2007